****

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**





MINISTERE DE L’ELEVAGE, DES PECHES ET DES INDUSTRIES ANIMALES

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMERCIALISATION DE BETAILS ET DES INFRASTRASTRUCTURES D’ELEVAGE (PD-COBIE)

**AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES (AGPM)**

*CAMEROUN*

***PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMERCIALISATION DE BETAILS ET DES INFRASTRUCTURES D’ELEVAGE AU CAMEROUN***

**[*CMR0003*]**

Le Gouvernement de la République du Cameroun (GC) a obtenu un financement de la Banque Islamique de Développement (BID) d’un montant équivalent USD 42,42 millions soit (USD 5 millions à titre de prêt ordinaire, USD 4.72 millions par vente à tempérament et USD 32.7 millions par Istisna'a), pour financer une partie du projet de Développement de la Commercialisation de Bétails et des Infrastructures d’Elevage (PD-COBIE) au Cameroun ; et se propose d’utiliser les fonds pour le règlement des fournitures, des travaux et services devant être acquis dans le cadre de ce projet.

Objectifs du Projet

L'objectif de développement du projet est d'améliorer les moyens de subsistance de la population des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun grâce à l'accès au marché et à de bonnes pratiques de production. Plus précisément, le projet vise: l’augmentation du commerce intérieur et régional de l’élevage; l’amélioration de la santé animale; l’augmentation de la production animale; la mise à disposition d’une micro-finance islamique aux agriculteurs et le renforcement des organisations de marché de bétail.

Les objectifs de développement du projet seront atteints grâce à la mise en œuvre des composantes suivantes : A) Construction et modernisation des marchés et des infrastructures d’élevage ; (B) Appui au renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles ; (C) Accès par les opérateurs à la micro finance islamique et à l'assurance bétail tout au long de la chaîne de valeur de la viande rouge ; et (D) Gestion et coordination du projet.

Les acquisitions de Biens et de Travaux seront effectuées conformément aux Directives pour la Passation des marchés financés par la Banque Islamique de Développement (édition de mai 2009 révisée en février 2012). Les marchés de services de consultants seront passés conformément aux Directives pour l’Utilisation des Consultants dans le cadre de projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition de mai 2009 révisée en février 2012).

**Marchés de Biens** :

La passation des marchés de [Elevage, vétérinaire, centre de formation et équipement de fermes] sera effectuée par [appel d'offres international limité pour les pays membres (ICB/MC)]

La passation des marchés [équipement de bureaux, fournitures et véhicules pour l’unité de gestion de Projet (PMU)] sera effectuée par [appel d'offres national (NCB)].

**Marchés de Travaux** :

La passation des marchés de [Développement de 16 parcelles de démonstrations de 40ha, Construction des infrastructures d’élevage et de commercialisation, construction des infrastructures vétérinaires et des systèmes d’énergie solaire, construction de centres de formation et des points d’eau] sera effectuée par [appel d'offres national (NCB)].

**Sélection de Consultants** :

Les services de consultants pour [les services de consultation pour la conception des études techniques détaillées et pour la supervision ou maîtrise d’œuvre totale] seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode [sélection basée sur la qualité et le coût parmi les sociétés des pays membres (QCBS/MC)].

Les services de consultants pour [ligne de finance islamique] seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode [Source unique].

Les services de consultants pour [consultants pour la microfinance islamique]] seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode [sélection basée sur la qualité et le coût parmi les sociétés des pays membres (QCBS/MC)].

Les services de consultants pour [consultants individuels (experts de l’Unité de gestion du Projet)] seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode [consultant individuel parmi la liste restreinte de candidats locaux (IC/LC)].

Les services de consultants pour [MANUEL DE PROCEDURE POUR LE FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES D’ELEVAGE] seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode [sélection basée sur la qualité et le coût parmi liste des entreprises locales (QCBS/LC)].

Les services de consultants pour [PARTENAIRES TECHNIQUES (DPAIE, CDEN et CNFZV)] seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode [Source unique].

Les services de consultants pour [AUDIT] seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode [sélection au moindre coût parmi la liste restreinte des entreprises locales (LCS/LC)].

**Remarques** : ICB/MC (appel d'offres international limité pour les pays membres), NCB (appel d'offres national), QCBSIMC (sélection basée sur la qualité et le coût parmi les sociétés des pays membres), QCBS/LC (sélection basée sur la qualité et le coût parmi liste des entreprises locales), LCS/LC (sélection au moindre coût parmi la liste restreinte des entreprises locales), IC/LC (consultant individuel parmi la liste restreinte de candidats locaux).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des renseignements supplémentaires et doivent confirmer leur intérêt par écrit auprès de :

*Nom de la personne à contacter : OLOUGOU OKOUNOU Etienne Valère.*

*Titre/fonction de la personne à contacter : Coordonnateur National du Projet de Développement de la Commercialisation de Bétails et des Infrastructures d’Elevage (PD-COBIE). Tel (237) 694 49 69 36/ 679 09 42 07, courriel :* [*olougouokounou@yahoo.fr*](mailto:olougouokounou@yahoo.fr)

*Nom de l’Organisme : Ministère de l’Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)*

*Téléphone : (237) 222 23 52 47*

*Télécopie :*

*Courriel :*

*Site internet :* [*www.minepia.gov.cm*](http://www.minepia.gov.cm)

**Veuillez noter** que les candidats soumissionnaires souhaitant obtenir des renseignements supplémentaires sur les acquisitions en cause ou sur le projet en général doivent, sauf mention contraire, prendre contact avec l’organisme en charge du projet et non la BID.